

Europe, notamment américain et japonais.

De négatifs en 1983 et 1984, les flux d'investissement direct américain dans la CE, au sens de la balance des paiements, sont redevenus fortement positifs à partir de 1985 et l'investissement annuel dans la CE des filiales contrôlées majoritairement par des entreprises américaines s'est accru de plus de 50 % entre 1986 et 1989. De même, les flux d'investissement direct japonais dans la CE ont plus que triplé entre 1985 et 1987.

Cette explosion de l'investissement étranger dans la CE s'insère dans un contexte de très forte croissance de l'investissement international. Mais, que ce soit dans le cas des États-Unis ou du Japon, la part de la CE dans les flux d'investissement extérieur de ces deux pays s'est substantiellement accrue durant cette période, de 15 % à 19 % dans le cas du Japon et de 42 % à 46 % dans le cas des États-Unis.

Dans les deux cas, le Royaume-Uni est, de loin, la première terre d'élection de ces investissements¹². Le Japon privilégie ensuite le Luxembourg et les Pays-Bas, tandis que les États-Unis privilégient la RFA et la France.

Ces divergences reflètent également des différences sectorielles : plus de 80 % de l'investissement direct japonais dans la CE en 1987 était dans le secteur des banques et assurances (d'où l'importance du Luxembourg), tandis que plus de 60 % de l'investissement direct américain en 1988 était réalisé dans le secteur manufacturier.

4.4 Au-delà d'Europe 1992 : l'ouverture de l'Europe de l'Est

Bien que l'ouverture des pays d'Europe de l'Est soit en dehors du champ d'Europe 1992 proprement dit, il est difficile de conclure une étude sur les conséquences d'Europe 1992 sans aborder cette

question, tant ses effets sur la CE pourraient être importants. Les principales conséquences envisageables actuellement sont les suivantes :

- un accroissement considérable des exportations de la CE vers les pays d'Europe de l'Est : les études menées par l'IFO¹³ démontrent que si les pays d'Europe de l'Est, jusqu'ici centrés sur un commerce intra-Comecon, rejoignent le modèle¹⁴ commun des autres partenaires de la CE, les exportations de la CE vers les pays de l'Est devraient tripler ou quadrupler¹⁵ en devises constantes d'ici l'an 2000 et dépasser les exportations de la CE vers l'Amérique du Nord;
- un renforcement des entreprises européennes grâce à une croissance rapide de leurs investissements en Europe de l'Est et la possibilité pour elles d'avoir recours à une main-d'oeuvre qualifiée à moindre coût; et
- la possibilité pour les entreprises européennes d'avoir accès à certaines ressources naturelles des pays de l'Est (mines et ressources naturelles, produits forestiers, etc.).

L'ampleur de ces changements dépend de la rapidité avec laquelle les pays d'Europe de l'Est parviendront à mettre en place les bases d'une économie de marché. Une telle entreprise ne va en effet pas de soi, sans compter les risques politiques d'un retour en arrière en URSS ou d'une déstabilisation due au réveil des nationalismes qu'on ne peut encore totalement écarter.

La consolidation des fondements d'une économie de marché suppose en effet :

- que soit introduites les lois garantissant les droits à la propriété et à la liberté d'entreprise;
- que soit restructuré un tissu productif jusqu'ici dominé par les grandes entreprises publiques; et